

Document

La famille Franco se porte bien, merci

(slate.fr)

1^{er} décembre 2011



- Francisco Franco et Juan Carlos. REUTERS -

Devinette: dans quel pays d'Europe les descendants de l'un des dictateurs les plus sanglants du vingtième siècle portent fièrement son nom et jouissent encore d'une situation confortable léguée par l'illustre aïeul? En Espagne bien sûr! Ici, on est loin des difficultés existentielles des descendants de Staline ou de Hitler. S'appeler Franco est un honneur qu'on porte bien haut.

Quelques semaines avant les élections législatives du 20 novembre dernier, Francisco Franco Martínez-Bordiú présentait son livre écrit à la gloire de son grand-père, Francisco Franco Bahamonde (1892-1975), «Caudillo d'Espagne par la grâce de Dieu». A sa naissance en 1954, il aurait dû s'appeler Francisco Martínez-Bordiú Franco, puisque pour l'état civil espagnol le nom paternel précédait celui de la mère. C'était sans compter sur la volonté du dictateur de faire perdurer son prénom et son nom, lui qui n'avait pas encore eu de descendant mâle. Il fit donc changer la loi et inversa l'ordre des noms de son petit-fils.

Porter le nom du dictateur? Francisco Franco junior le vit plutôt bien. Dans son livre paru en 2011, il dénonce les «*clichés et calomnies*» sur celui qu'il veut présenter comme «*un grand-père attentif et affectueux*». Peu importe que Franco et son régime soient responsables de la mort ou de la répression de centaines de milliers de personnes entre 1936 et 1975: en Espagne, quand les nostalgiques du franquisme veulent célébrer la mémoire du dictateur, ses descendants sont au premier rang.

Une famille unie derrière la fille unique du dictateur

Chaque 20 novembre, la famille franquiste se réunit pour l'anniversaire de la mort de Franco. Cette année, malgré une interdiction d'exaltation pour cause d'élections, un rassemblement et une messe ont quand même eu lieu au Valle de los Caídos.

A la tête du clan se trouve Carmen Franco Polo, née en 1926, faite duchesse de Franco et grande d'Espagne par la volonté du roi Juan Carlos en tant que fille unique du dictateur qu'elle considère comme «le sauveur de l'Espagne». Souffrante, Carmen n'a pu assister comme prévu à la messe anniversaire pour son père cette année. Mais on pouvait y voir des dirigeants de la Fondation Francisco Franco, chargée de faire connaître «*les dimensions humaine, politique et militaire*» du dictateur.

Présidente de cette fondation, Carmen a eu sept enfants entre 1951 et 1964, tous nés au palais du Pardo, à Madrid. L'aînée, Carmen Martínez-Bordiú (née en 1951), n'est autre que la mère de Louis Alphonse de Bourbon: ses trois mariages, ses deux divorces, ses soirées à Marbella et ses apparitions dans la presse du cœur en font l'une des membres les plus connues de la fratrie. En 2006, elle avait participé à l'émission *¡Mira quién baila!* (le «Danse avec les stars» espagnol) avec son mari, pour 48.000 euros par semaine, sans que cela ne pose de problèmes à la direction de la chaîne publique de télévision TVE.

Le benjamin de la famille, Jaime, est plutôt célèbre pour ses démêlés avec la justice espagnole, après avoir été accusé de tirer sur un conducteur et de violences conjugales. Pour lui, Franco «*était un grand homme, une bonne personne*»; il était «*divin et très famille*».

Quant aux autres, ils sont plutôt discrets. María de la O (1952) est architecte de formation, mais n'a jamais exercé. Francisco est présenté comme le gestionnaire de la fortune de la famille. José Cristobal (1958) était militaire de carrière. Il y a encore María del Mar (1956) et María de Aránzazu (1962). Presque tous ont eu des enfants à leur tour, si bien que la famille Franco s'est considérablement agrandie depuis la mort du Caudillo.

Un bel héritage

Si la famille défend avec passion la mémoire du grand-père, c'est que celui-ci leur a légué un patrimoine qui, trente-six ans après sa mort, leur permet de jouir d'une situation économique confortable. Les Franco ont beau avoir perdu leur rayonnement social lorsque l'Espagne est devenue une démocratie, ils continuent de jouir de la fortune familiale obtenue grâce à la dictature.

Car pendant les presque quarante années qu'il a passées au pouvoir, Franco, en tant que chef d'Etat, a reçu beaucoup de cadeaux, parmi lesquels de somptueuses propriétés, des bijoux, des œuvres d'art. Et comme sa personne privée se confondait avec sa fonction publique, ces cadeaux ont intégré son patrimoine personnel, venant s'ajouter aux acquisitions immobilières et aux autres investissements que réalisait déjà son entourage, bien décidé à rentabiliser l'exercice fascinant du pouvoir.

D'après le journaliste Mariano Sánchez Soler, qui a consacré une enquête au patrimoine des Franco (*Los Franco S.A.*, Oberon, 2003), celui-ci pesait un milliard de pesetas à la mort du dictateur. La somme, déjà considérable pour l'époque, a sûrement été sous-estimée. De toute façon, le dictateur avait bien su tirer son épingle du jeu, puisqu'il ne possédait rien d'autre que son salaire de militaire au début de la guerre civile espagnole, en 1936.

Franco avait signé son testament le 20 août 1968 pour léguer ses biens immobiliers et financiers à sa veuve et à ses descendants. Chacun de ses petits-enfants a reçu deux millions de pesetas. Seules deux propriétés appartenaient officiellement au dictateur: le reste avait déjà été mis au nom de sa fille via des sociétés créées par l'entourage du Caudillo.



Portrait équestre de Carmen Bordiú Franco, Salvador Dali, 1974

La veuve de Franco, Carmen Polo, a géré l'empire jusqu'à sa mort en 1988, tout en percevant une pension versée par l'Etat. Sa fille lui a ensuite succédé. Au fil des ans, la famille a certes dû vendre des propriétés pour remplir ses caisses et maintenir son train de vie. Mais leur patrimoine demeure considérable.

Une fortune difficile à estimer

Comme le rappelle El País dans un article récent sur la fortune des Franco, ce patrimoine est toutefois difficile à estimer, d'autant plus que la famille a multiplié les activités: achats de logements, de garages, création d'entreprises, etc. Puisqu'ils ont considérablement investi dans l'immobilier, le bâtiment et la construction, on peut penser que la crise économique en Espagne doit les affecter, même si rien ne filtre.

Mais pas d'inquiétude: leur patrimoine devrait leur épargner des fins de mois difficiles. Ils seraient d'ailleurs propriétaires de biens immobiliers à l'étranger, et l'incident survenu à l'aéroport de Madrid-Barajas en 1978 peut faire penser que la famille Franco disposait de coffres en Suisse: la fille du dictateur avait été arrêtée lorsqu'elle s'apprêtait à embarquer pour Zurich, son sac à main rempli de bijoux, de médailles et de décorations reçus en cadeau par son père, sans avoir obtenu les licences d'exportation nécessaires pour pouvoir sortir d'Espagne ces deux kilogrammes d'or...

Biens privés ou patrimoine public?

Parmi les propriétés des Franco, on trouve l'ancienne demeure de l'une des écrivaines les plus importantes de la littérature espagnole, Emilia Pardo Bazán (1851-1921). Le *Pazo de Meirás*, résidence d'été de la famille Franco, a été «offert» au dictateur en 1937, puis légué à sa famille à sa mort. Mais en 2008, le gouvernement de Galice classe la propriété sur sa liste des Biens d'intérêt culturel et veut l'ouvrir au public. La famille résiste, jusqu'à ce qu'une décision de justice l'oblige à

autoriser les visites. La propriété aurait d'ailleurs été abîmée par les Franco, gommant des traces du vécu de l'écrivaine dans cette maison.

A La Corogne, la Commission pour la récupération de la mémoire historique (CRMH) veut aller plus loin. Elle demande que la demeure soit rendue au patrimoine public. Car l'exemple du Pazo de Meirás cache la forêt et soulève une question qui témoigne de la difficulté, en Espagne, de tourner la page du franquisme: comment, trente-six ans après la fin de la dictature, les descendants de Franco peuvent-ils encore jouir des retombées de l'enrichissement personnel du dictateur, dont les biens ont été acquis au détriment du peuple et du patrimoine public espagnols?

Ni la Transition démocratique, ni les récentes lois mémorielles adoptées en Espagne n'ont remis en question cet héritage. Les initiatives comme celles de la CRMH pour récupérer un bien ou pour en savoir plus sur le patrimoine des Franco demeurent marginales et sans lendemain: en Espagne, les Franco vivent des jours paisibles que ni le fisc, ni la classe politique dominante, ni la justice ne semblent avoir l'intention de venir troubler. Et ce n'est pas la récente victoire du Parti populaire qui devrait changer la donne.